

BURUNDI

Nouveau calendrier, même climat

Pour les autorités burundaises, le nouveau calendrier électoral ne peut être remis en question. La tension reste vive à Bujumbura.

La candidature du président burundais Pierre Nkurunziza à un troisième mandat, contestée depuis fin avril par la rue à Bujumbura, est «*non négociable*», a souligné ce mardi le porte-parole et secrétaire général du gouvernement burundais, Philippe Nzobonariba.

M. Nzobonariba a par ailleurs affirmé qu'une fois formellement adopté, le calendrier proposé lundi soir par la Commission électorale nationale indépendante (Céni) reportant à nouveau les législatives, communales et présidentielle, sera le dernier, et qu'il n'y aurait pas d'«*énième report*» des scrutins.

La Céni a proposé lundi (cf. nos éditions d'hier) d'organiser le 26 juin les législatives, initialement prévues le 26 mai et repoussées une première fois au

5 juin sous pression internationale, et de reporter la présidentielle du 26 juin au 15 juillet.

«*Ce calendrier, c'est la limite maximale sans qu'on tombe dans l'inconstitutionnalité*», a insisté M. Nzobonariba, en rappelant que le président élu doit constitutionnellement prêter serment au plus tard le 26 août.

Ce calendrier «*n'a pas encore été adopté, mais [...] aucun gouvernement responsable n'accepterait de tomber dans l'inconstitutionnalité*», a-t-il conclu.

Une Commission «illégitime»

Mais l'opposition et la société civile ont de leur côté dénié toute légitimité à la Céni depuis le départ de deux de ses cinq membres qui ont fui le pays.

Pour elles, les conditions pour des scrutins crédibles ne sont pas réunies. Et elles continuent à poser parmi divers préalables, leur exigence d'abandon de la candidature de M. Nkurunziza, à qui la Constitution interdit un troisième mandat.

Depuis l'annonce de sa candidature, le 26 avril, Bujumbura et plusieurs localités de province sont le théâtre de manifestations quasi quotidiennes depuis le 26 avril.

Quelque 100 000 Burundais ont trouvé refuge à l'étranger fuyant les intimidations et la crainte de violences à grande échelle. Et les actions «*de plus en plus violentes et menaçantes*» d'une milice pro gouvernementale «*pourraient faire basculer une situation déjà extrêmement tendue*», a averti le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'Homme Zeid Ra'ad Al Hussein.

Dans la capitale, selon un témoignage qui nous est parvenu, les bruits de tirs et de grenades sont permanents. Et une rumeur affirme que le président et ses proches auraient mis leurs familles à l'abri à l'étranger. De quoi nourrir encore plus l'angoisse. ■